

RENAISSANCE

JOURNAL POLITIQUE

ABONNEMENTS

Un An. 10 fr.
Six Mois. 5 »
ENVOI FRANCO PAR LA POSTE
Etranger. Port en sus

ADMINISTRATION

Tout ce qui concerne l'Administration
Abonnements, Articles d'argent
Doit être adressé à M. A. ALRICY
Imprimerie Labaume, cours Lafayette, 5

RÉDACTION

Adresser les communications
A M. COSTE-LABAUME, Directeur
Cours Lafayette, 5, Lyon
LES MANUSCRITS NE SONT PAS RENDUS

ANNONCES

Fermier général V. FOURNIER
Directeur de l'AGENCE DE PUBLICITÉ
Rue Confort, n° 14
LYON

FRANC-PARLER

Le 22 septembre, anniversaire de l'abolition de la royauté et de la proclamation de la République par la Convention, en 1792, a été fêté dans presque toute la France par des banquets fraternels, suivis de toasts dans lesquels l'admiration méritée par l'énergie révolutionnaire de nos pères et l'amour de la liberté se sont donné libre carrière.

C'est principalement dans la région Sud-Est de la France que ces banquets ont été organisés, avec l'adhésion des députés, des sénateurs de chaque département.

Il serait difficile de désigner les villes où, dans cette circonstance, ont le mieux été pratiqués la démocratie, car les réunions où l'on a banqueté avec le plus de cordialité et d'entrain et où l'on a prononcé des discours les plus longs, ne sont peut-être pas celles où régnait parmi les convives l'esprit démocratique le plus pur et le plus éclairé.

Que l'on nous permette de rappeler seulement à ce sujet que les manifestations culinaires, — quoique utiles dans leur genre, — sont d'un effet peu puissant pour établir comme sur un roc inébranlable l'édifice d'un gouvernement. Loin de la santé de la République, à la prospérité de la France, à l'ère nouvelle de la liberté, est bien. Travailler à la consolidation de l'édifice gouvernemental, en faisant le sacrifice de rivalités personnelles, en ne s'inspirant en toute circonstance que de l'intérêt républicain, est encore mieux.

Il est juste de dire que les banquets ont été mis à la mode par des exemples venus d'en haut. Depuis deux mois et plus, nos ministres ne font que courir une table à l'autre et choquer le verre dans diverses localités, tantôt au nord, tantôt au midi, avec les représentants des municipalités, de l'agriculture, du

commerce et de l'industrie. Les speech qu'ils ont prononcés ainsi, entre la poire et le fromage, seraient bientôt un volume. A leur insu, pour ainsi dire, et par leur facilité à épancher dans le sein des populations leurs projets, leurs craintes et leurs espérances, ils ont créé un nouveau genre d'éloquence parlementaire : l'éloquence digestive. M. de Marcère y excelle : M. Bardoux en a tous les secrets et M. de Freycinet y est incomparable.

Cette éloquence, d'un caractère vague et partant inoffensif, a pour principale vertu de réchauffer l'estomac des convives. En battant les lieux communs et en s'efforçant d'être accessible à tous les auditeurs, elle a toutefois ses dangers. M. de Freycinet en a fait l'expérience dans la ville peu républicaine de Nantes, où il a péroré en présence d'un auditoire panaché de légitimistes et de bonapartistes, et où il a voulu se ménager des applaudissements sympathiques par des déclarations d'un modérantisme républicain poussé jusqu'aux dernières limites de la bonhomie et de l'abnégation. Ses avances ont fait fiasco.

L'honorable ministre des travaux publics, animé des meilleures intentions du monde, s'était écrié :

« Je suis, vous le savez, un partisan déterminé de la conciliation ; je la conseille partout ; je la conseille surtout au parti républicain ; je la conseille aux républicains parce qu'ils sont aujourd'hui les plus forts et parce qu'ils sont au pouvoir »

« Le meilleur souvenir que je puisse emporter de mes voyages, c'est d'avoir vu, comme aujourd'hui, des hommes d'opinions différentes, se grouper et se mettre la main dans la main, lorsqu'il s'agit de discuter des questions d'intérêt général ; oublier, comme le disait tout à l'heure le président du conseil général, leurs dissidences politiques, pour se placer uniquement sur le terrain de l'intérêt national. »

A cette tirade amicale, à cette invite gracieuse, M. de Lareinty, celui-là même qui, en décembre dernier, réclamait

l'exécution « jusqu'au bout » d'un programme occulte du 16 mai, a répondu par une allocution toute de fiel, où la religion persécutée, l'armée menacée, la magistrature salie ont fourni prétexte à de désagréables allusions. Cette réponse a jeté un froid sur la fin du banquet. Il n'a fallu rien moins qu'un air de *Marseillaise*, attaqué vigoureusement sous les fenêtres de la salle du festin par les pistons et les trombones de la musique des pompiers, pour dérider les fronts et rétablir la gaîté des causeries.

Nous espérons que M. de Freycinet reconnaîtra son pas d'écolier et qu'un langage plein de fermeté républicaine, c'est-à-dire attestant la volonté du cabinet dont il fait partie, à faire respecter la République, à écarter résolument partout les obstacles dressés contre elle, succèdera désormais dans sa bouche aux avances si mal accueillies.

La conciliation, même tentée par un parti fort et victorieux, est de la faiblesse et non de la politique pratique, quand elle s'adresse à des partis incorrigibles, prêts à abuser des ménagements dont ils sont l'objet pour devenir la minorité triomphante. Est-ce que le Sénat fait de la conciliation ? Est-ce que les prétendants renoncent à leurs espérances ? Est-ce que les chefs de la cohorte réactionnaire abandonnent leurs intrigues ? Tant que nous sommes dans la période de lutte, tant que la République n'est pas assise sur des bases inébranlables, il est téméraire de faire appel à des auxiliaires douteux, à des serviteurs que la première occasion de trahison rendra infidèles. Attendons pour être généreux, magnanimes, que notre générosité ne puisse pas être tournée contre nous. Avant d'ouvrir à deux battants les portes de la République à ses ennemis fiévreux, sous prétexte d'union dans l'intérêt national, prenons nos mesures pour qu'il n'entre point par ces portes des traîtres et des fourbes.

La conciliation dont M. Freycinet est animé irait elle jusqu'à donner une investiture préfectorale à M. Numa Baragnon, sur la simple déclaration de celui-ci qu'il n'est pas « un ennemi systématique des institutions républicaines » ? Ce serait par trop naïf et trop ridicule.

Hélas ! Nous n'avons déjà que trop de preuves de l'indulgence professée par M. de Freycinet et ses collègues à l'égard des insoumis de la République. C'est la conciliation qui a fait maintenir au conseil d'Etat des personnages archi-réactionnaires ! C'est la conciliation qui a fait interdire le congrès socialiste de Paris et tolérer le congrès ultramontain de Chartres ! C'est la conciliation, qui a fait entrer M. Paris, un complice du 16 mai, dans les commissions officielles du gouvernement !

Assez de conciliation comme celle-là ! Il importe que les réserves et les protestations de la presse républicaine avertissent les ministres du 16 décembre que le pays n'entend pas courir la chance d'être ramené au régime des de Broglie et des de Fourtou par un excès d'imprévoyance et de faiblesse !

BARBIER.

LE PÉRIL CLÉRICAL

Le péril cléricale n'est pas un fantôme, de l'ordre des spectres ordre-moralisés, destiné à troubler les imaginations timides. Il existe, incarné dans un grand nombre de prêtres, ennemis de la société civile, et on peut le faire palper aux Thomas, qui ne voient dans les alarmes de la presse républicaine à ce sujet, qu'une manie de « jésuitophobie » passée à l'état endémique.

Le péril cléricale a été dénoncé pour la première fois, à Lyon, par M. Gambetta, dans le discours qu'il y prononçait au lendemain des élections du 24 février 1876. A Belleville, la veille des élections du 14 octobre 1877, le danger croissant de la conspiration des sacristies fut signalée encore par

Camille Desmoulins. — Les progrès de la liberté au XIX^e siècle sont insensibles. C'est en pure perte que j'ai mené le peuple à l'assaut de la Bastille. Les Bastilles sont plus nombreuses que jamais. Je ne citerai que le « Syllabus » et le « Sénat ». Tant que ces deux forteresses de la féodalité contemporaine ne seront point démolies, la liberté ne sera pas même à son aurore.

Barbaroux. — C'est la faute à ceux qui ont repoussé le règne des lois et de la clémence, pour recourir aux violences et à la terreur !

Danton. — C'est la faute à ceux qui ont manqué d'énergie et qui ont pactisé avec les suspects !

Robespierre. — C'est la faute des vertus austères qui ont manqué au peuple !

Marat. — C'est la faute des faux sans-culottes et des tyrans coalisés !

Grégoire. — Ne vous en déplaît, la liberté a fait son chemin. La législation actuelle de la France accorde des garanties au respect des personnes, au droit d'écrire, de penser et de se réunir.

Michelet. — Bah ! Et Ste-Pélagie ?

Quinet. — Bah ! Et le président Delesvaux ?

Ledru-Rollin. — Et le Siècle condamné à une grosse amende pour diffamation envers celui que le libérateur du territoire appelait tout à l'heure « fusillard » ? Et l'incarcération des membres du con-

FEUILLETON DE LA RENAISSANCE

Congrès politique aux Champs-Élysées

Mirabeau. — La séance est ouverte.

Ledru-Rollin. — M. le président, veuillez tout d'abord faire fermer les vasistas. A notre âge, on aint les courants d'air.

Mirabeau. — Cette demande m'étonne de la part d'un citoyen habitué aux vents révolutionnaires.

Ledru-Rollin. — Je n'insiste pas.

Thiers. — M. le président, êtes-vous sûr que nous pouvons délibérer en paix ?

Mirabeau. — Je ne vois pas ce qui pourrait troubler l'ordre de nos délibérations.

Thiers. — J'ai quelque motif de croire que Bonaparte le fusillard pourrait nous jouer un mauvais tour. Sait-on ce à quoi il est occupé en ce moment ?

Quinet. — Et Lespinasse, et St-Arnaud et d'autres où sont-ils ?

Mirabeau. — Vous approuverez j'espère ma prévoyance à ce sujet. J'ai envoyé des danseuses de l'Opéra folichonner autour de leurs bosquets.

Barbaroux. — Bravo !

Marat. — Les lâches ! les scélérats !... s'ils eussent vécu en 93, ils m'auraient précipité ici.

Sans la Gironde, sans Danton, sans Robespierre, avec les têtes de cent mille aristocrates, j'aurais prévenu et Brumaire et Décembre et Sedan !

Barbaroux. — Ce n'est pas nous qui vous avons empêché.

Danton. — Je faisais partie, sans doute, des cent mille ?

Robespierre. — Le sang des hécatombes humaines ne peut féconder une république naissante !

Plusieurs voix. — A la question ! A la question !

Camille Desmoulins. — M. le Président, lisez l'ordre du jour.

Mirabeau. — Nous sommes réunis pour délibérer sur la question suivante :

Du progrès de la liberté au XIX^e siècle.

Grégoire. — Je demande à faire une motion préalable.

Mirabeau. — M. l'abbé vous avez la parole.

Grégoire. — Certes, personne de nous ne peut être soupçonné d'avoir des accointances avec les Jésuites. N'importe, il faut obvier aux défaillances

possibles d'outre-tombe. Jurons tous de ne jamais adresser la parole à un fils de Loyola !

Ledru-Rollin. — Il n'y a pas de jésuites aux Champs-Élysées.

Michelet. — Si ! si ! Les jésuites sont partout.

Grégoire. — L'histoire des Jésuites est le martyrologe des nations. Ils sont dans l'ordre moral ce que les monstres sont dans l'ordre physique.

Décrétons par acclamation que ceux qui pourraient s'être glissés dans les Champs-Élysées sont exclus de la société des ombres honnêtes.

Thiers. — Je ne suis pas opposé à la motion, mais la question est grave ; il faudrait la renvoyer à une commission qui nous apporterait un projet basé sur des considérants.

Grégoire. — A quoi bon discuter, quand nous sommes tous d'accord ?

Voix nombreuses. — Oui ! oui ! A bas les Jésuites ! (Il se fait un profond silence. La proposition de Grégoire, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.)

Mirabeau. — Le congrès républicain décrète que les Jésuites, vu leurs crimes de toutes sortes, sont mis au ban de la société des ombres honnêtes.

(L'Assemblée des ombres républicaines accueille ce résultat par un murmure prolongé, auquel se mêle le frémissement des arbres dont le feuillage entoure la salle où elle délibère.)

le vaillant orateur des gauches, qui n'hésitait pas à dire : « Le grand vaincu du scrutin doit être le cléricisme. » On sait le coup droit qui vient d'être porté à nouveau, dans le retentissant discours de Romans, à cet ennemi infatigable des conquêtes de la Révolution.

Si M. Gambetta n'avait pas frappé aussi juste que fort, dans ses attaques contre la faction cléricale, il n'aurait pas soulevé le monceau d'injures que la presse, gardienne acharnée des droits de l'autel, s'efforce d'entasser sur le programme proposé par le chef de la majorité républicaine.

Le péril cléricale existe dans la dualité des principes qui sont la base de notre droit public et de nos institutions, et de ceux qui servent de fondement à la domination religieuse. Il se révèle par la part considérable, que les plus fougueux d'entre les prélats et les plus hardis d'entre les laïques dévots ont prise au renversement de M. Thiers, aux intrigues ourdies avec Frohsdorff, à l'aventure du 16 mai, et par les réformes qu'ils se sont empressés d'introduire à leur profit, sous l'assemblée de malheur, dans la législation de l'enseignement. L'agitation qu'ils cherchent à fomentier partout contre la propagation des doctrines scientifiques ou sociales, indépendantes de la foi et du visa romain, est le complément de leurs audacieuses menées.

Péril cléricale, ces facultés, où l'on fait découler toute maxime et toute science d'une révélation, qui est la plus naïve et la plus stérile des conceptions chronologiques !

Péril cléricale, ces ligues, ces cercles, où l'on s'efforce de façonner l'adolescence à des croyances et des mœurs qui l'asservissent entre les mains de ses directeurs spirituels, aux dépens de sa dignité et de sa raison !

Péril cléricale, ces congrès, ces parodies des conciles, où l'on cherche à formuler les canons de l'organisation catholique du travail, en haine de l'émancipation réclamée par les amis de la liberté absolue !

Péril cléricale, ces sermons, ces lettres, ces mandements, où l'on condamne tout ce que la société moderne a conquis d'indépendance et d'égalité sur l'autorité monarchique, et tout ce que la démocratie réclame encore pour la disparition des anciens abus !

Péril cléricale, ces évêques qui enjoignent à des *sœurs*, ignorantes de leurs devoirs civils, de résister au pouvoir légal du pays !

Péril cléricale, ces faveurs de toutes sortes, ces exceptions de toute nature, que les fanatiques du droit divin prétendent conserver, sous la République, par habitude et par grâce spéciale !

Le péril cléricale est partout. Il est dans les écoles, dans les administrations, dans les pèlerinages, dans l'armée. Il est surtout dans le lien commun d'union qu'il prête à tous les partis hostiles à la République.

Orléanistes, bonapartistes, légitimistes, portent tous à l'heure présente le bonnet du cléricisme. C'est à qui fera les avances les plus amicales aux hommes noirs. Il suffit de constater l'empressement avec lequel tous les journaux réactionnaires se font les interprètes des doléances cléricales, pour reconnaître qu'il n'y a plus qu'une bannière levée contre la démocratie et le gouvernement, la bannière de Loyola.

M. Freppel a beau écrire que le clergé se tient dans le strict exercice de ses droits et qu'il respecte la liberté des libres-penseurs. M. Dupanloup poura venir à la rescousse et reprocher à M. Gambetta de préparer un retour à la terreur, en désignant les prêtres et les religieux comme les victimes nécessaires de nouvelles hécatombes.

Ces protestations à grand orchestre se perdent dans le désert.

Que les cléricaux rentrent dans leur église, qu'ils se détachent sincèrement des

honneurs et des biens de ce monde ; qu'ils renoncent aux privilèges des Césars. Ce serait le meilleur moyen pour eux d'apaiser l'irritation qu'ils ont provoquée dans le public, et dont ils porteront tôt ou tard la peine salubre.

On veut les empêcher de comploter ; on veut qu'ils cessent de former une principauté dans l'Etat ; on veut les réduire au rang de simples citoyens. Ne voilà-t-il point un crime abominable ?

En refusant de se soumettre et en criant à la persécution, ils perdent tous droits au respect et à l'indulgence. Ils font que la guerre au péril cléricale devient le *delenda Carthago* de l'orthodoxie républicaine.

L'ÉLECTION DE DEMAIN

Trois candidats sont en présence et se disputent le siège de député, devenu vacant dans la 3^e circonscription du Rhône par la mort de M. Durand.

Ces trois candidats sont des républicains radicaux. Il est presque superflu de le faire remarquer, le tempérament de la démocratie lyonnaise écartant nécessairement de la lutte tous les compétiteurs dont les opinions politiques sont plus ou moins modérées.

Le premier en date est M. Habeneck, le sous-préfet de Carpentras, qui s'est brûlé les doigts en voulant tâter de trop près les pères dominicains.

Le second est M. Castanier, ingénieur-mécanicien.

Le troisième est M. le docteur Chavanne, ancien président du Conseil municipal, connu depuis longtemps à Lyon par ses idées progressives en tout ce qui concerne l'organisation politique et sociale et par sa participation incessante depuis dix ans à la lutte effective de l'indépendance contre le despotisme.

Celui-ci se présente sous le patronage du Comité central, qui, par tradition, dispose à huis clos de toutes les candidatures républicaines dans la bonne ville de Lyon. Les autres entrent en lice, protégés par les membres de comités libres, formés sur l'initiative de quelques citoyens, désireux de débattre au grand jour le choix des représentants de la démocratie lyonnaise.

Les parrains nous importent peu. Nous croyons que les électeurs doivent se préoccuper surtout de la convenance personnelle de chaque candidat et des garanties morales qu'il présente. Au plus capable, au plus méritant, au plus apte à représenter dignement notre cité, notre préférence et nos bulletins !

Il est impossible que la grande majorité des électeurs lyonnais, à quelque rang de la démocratie qu'ils appartiennent, hésitent pour faire leur choix entre les trois noms proposés à leurs suffrages.

M. Habeneck, dont nous respectons le talent et les convictions, ne nous paraît qu'un candidat de hasard, presque d'aventure.

Un incident étranger aux intérêts de notre ville, l'a fait naître. Sa disgrâce est une

considération trop maigre pour l'élever à la hauteur où veulent le placer des admirateurs trop empressés et trop fanatiques. Il serait puéril, en effet, de ne donner au corps électoral d'une grande circonscription d'autre mission que celle d'infliger des avertissements solennels à un ministre qui a des défaillances dans son administration, et de rendre son traitement, par voie détournée, à un fonctionnaire victime de son énergie républicaine.

M. Habeneck s'est laissé faire, on le devine, une douce violence. Il eût été mieux avisé de décliner l'honneur dont il était l'objet, de laisser le champ libre aux vétérans de la démocratie locale, et de reprendre provisoirement sa place dans la presse militante, où il aurait continué le bon combat, celui de chaque jour et de chaque heure.

Quant à M. Castanier, il est sans doute un excellent ingénieur-mécanicien ; ses convictions républicaines sont certaines, mais ni ses aptitudes, ni ses talents comme homme politique, ne nous semblent de nature à faire fléchir en sa faveur la discipline républicaine.

Le docteur Chavanne remplit beaucoup mieux, à notre sens, les conditions que nous posions dans un précédent article pour la désignation du successeur de M. Durand. Les suffrages des électeurs républicains lyonnais, radicaux ou modérés, iront nécessairement à lui en grande majorité, parce que les services rendus par lui à la cause républicaine sont sérieux, parce que la vivacité et la fermeté de ses convictions sont incontestables, parce qu'il réunit à la fois science, honorabilité et prudence, parce qu'enfin il jouit d'une notoriété laborieusement acquise dans la démocratie locale.

La candidature de M. le docteur Chavanne était dans l'air, avant toute controverse publique ou privée des comités. Nous n'attribuons point au comité central le mérite exclusif de l'avoir inventée. Il a eu la sagesse de reconnaître le préféré de l'opinion générale et de lui donner son adhésion. C'est de l'opportunisme bien calculé.

Nous ne pouvons donc qu'engager nos lecteurs à voter pour le docteur Chavanne, qui n'exposera certainement pas ses mandants aux mésaventures des Bonnet-Duverdier et des Ordinaire.

Et, quoique médiocrement partisan en principe des ukases du comité central, nous espérons cette fois que son candidat intelligemment choisi sera le plus heureux des trois.

FEUILLES VOLANTES

L'opposition de la presse monarchiste a trouvé un nouvel argument pour prédire la chute prochaine du ministère. M. Gambetta est partout où il passe l'objet d'ovations populaires. Quand un homme a pris dans l'Etat un tel ascendant, une telle puissance morale, en face de lui le gouvernement n'est plus rien. Partant de là, les amis de M. de Broglie, Rouher et C^{ie}, font aux détenteurs ac-

Thiers. — Je reçois une importante missive.
Mirabeau. — Lisez, si vous croyez qu'elle est de nature à intéresser l'assemblée.
Thiers. — C'est un discours prononcé à Romans par mon ami Gambetta.
Une voix. — Le fou furieux de 1870 !
Thiers. — Gambetta a mis de l'eau dans son vin et je vous assure qu'à l'heure d'aujourd'hui c'est le patriote le plus éclairé de la France.
Danton. — Il manque d'audace !
Robespierre. — Il oublie le programme de Belleville !
Marat. — Il repousse l'amnistie !
Thiers. — Je vois avec peine que l'expérience de l'histoire ne vous a point convertis. J'ai dit que la victoire serait définitivement au parti le plus sage. Ma prophétie est en voie de s'accomplir. Demandez à Ledru Rollin lui-même, à Michelet, à Quinet, ce qu'ils en pensent.
Ledru Rollin. — Si je m'en rapporte aux dernières lettres que j'ai reçues de mon excellent ami Madier Montjau, on peut considérer Gambetta comme le champion le plus utile de la démocratie.
Mirabeau. — La liberté est fille des siècles ! L'éloquence des Gracques l'a mieux servie que le poignard de Brutus. Un discours de Gambetta vaut, à lui seul, toutes les barricades de 1830 et de 1848.

tuels des portefeuilles ministériels leurs plus sincères compliments de condoléances.
Ces compliments ne sont qu'une manœuvre déloyale pour engager M. Dufaure, M. Léon Say et autres à une retraite spontanée. Mais ces ministres ne se laisseront probablement point duper par l'invité faite à leur amour propre. Ils savent que si M. Gambetta est acclamé sur son passage par les populations des villes et des campagnes, c'est qu'il est l'incarnation de l'opinion publique, et qu'ils n'ont qu'à ne pas se heurter eux-mêmes contre cette opinion, de propos délibéré, pour conserver le prestige officiel auxquels ils ont droit.

M. Gambetta n'est que la mouche du coche de la République, une mouche bourdonnante qui empêche les postillons de s'endormir.

— o —
A entendre les porte-voix de la sainte milice conservatrice, tout est malséant, tout est nauséabond, tout est subversif dans le discours « expectoré » à Romans. La suspicion portée contre la magistrature est le dernier des outrages. Les menaces au cléricisme sont le comble de l'impudence. Mais rien n'est effronté et cynique comme l'injonction faite au Maréchal de rester à son poste jusqu'au bout, dans le vrai sens du mot.

Or, il se rencontre que le Maréchal n'a nullement envie d'être relevé de son poste. Il s'y est habitué, et contracterait volontiers un renouvellement de bail en 1880. C'est du moins l'opinion d'un ami, qui a conservé avec lui des rapports de chasse et qui l'a écrit à l'*Etoile* d'Angers.

Comment veut-on que le loyal Bayard ait pris ombrage des paroles du grand tribun, qui lui font un devoir d'accomplir intégralement le septennat ?

M. Gambetta, en lui rappelant ce devoir, a été certainement cent fois plus agréable à M. Mac-Mahon que Paul de Cassagnac, lorsque celui-ci lui conseille d'aller passer le restant de ses jours en villégiature, au château de La-Forêt, et d'y chasser les petits lapins blancs.

Qui oserait parier le contraire ?

— o —
Les affaires du comité Tailhand, Poriquet, Touchard et C^{ie} sont décidément dans le marasme !

La banque ne va pas ;
La banque se meurt ;
La banque est morte !

Les marguilliers ont refusé leur obole, prétendant qu'ils se devaient avant tout au dîner de St-Pierre. Les brigadiers de gendarmerie ont retourné les circulaires qui faisaient appel à leur dévouement à la cause de l'ordre, par le fallacieux motif que Pandore était résolu de garder désormais en politique une impartiale neutralité. Les présidents des sociétés de St-Vincent-de-Paul ont fait savoir que, vu le renchérissement des denrées causé par l'Exposition, ils étaient obligés de consacrer toutes leurs ressources au soulagement de la misère publique.

Alors M. Poriquet a eu une idée sublime... de candeur. Il a fait présenter la sébile du comité conservateur aux riches Américains établis à Paris. « Puisque nous travaillons, s'est-il dit, pour le retour de la monarchie qui amènera la prospérité de tous, les industriels étrangers, dont nous protégeons la fortune, ne peuvent manquer de nous prêter leur concours ». Mais ce candide Poriquet, quoique très-fort en géographie politique, avait oublié de considérer que les Américains sont familiarisés avec la République, et qu'en général ils ne détestent pas trop ce satané régime. Aussi, pas un Yankee n'a apporté son dollar au guichet de la banque de la rue Châteaudun.

A l'heure présente, M. Poriquet et ses collègues désespèrent de trouver seulement le montant du loyer du comité. Si

Barbaroux. — Lisez le discours de Romans !
Thiers. — J'ai le texte authentique publié par la *République Française*.

Plusieurs voix. — Lisez ! Lisez !
Thiers. — « Mes chers concitoyens, avant d'entrer dans les explications... »

Tout à coup on frappe à la porte du Congrès. Avant qu'on ait le temps de regarder par le judas, la porte cède, et une troupe d'ombres tumultueuses fait irruption dans l'assemblée. C'est Badinguet qui arrive en compagnie de Morny, St-Arnaud, Lespinasse et des danseuses de l'Opéra.

Badinguet (faisant un pied de nez au président). — La liberté, c'est une blague !

Lespinasse (réunissant les deux mains devant la bouche en forme de trompe). — A Mazas !

Saint-Arnaud (dans la même attitude). — A Vincennes !

Les danseuses (levant un pied à la hauteur du nez de Robespierre et pirouettant sur l'autre). — Vive le cahut !

Mirabeau. — Je lève la séance, et j'en appelle aux Dieux infernaux !

Thiers. Je vais conter de ce pas l'aventure à M. de Broglie père !

LEBRUN.

grès des socialistes ? Vous n'êtes donc point au courant du dernier courrier de Paris ?

Grégoire. — Je sais tout cela. A moins d'être systématiquement aveugle du progrès accompli, vous ne pouvez pas nier que la France a marché au progrès. Quel est celui de nos concitoyens qui préférerait passer immédiatement sous le régime du bon vieux temps ?

Thiers. — Personne ! Il est vrai que la France n'est pas encore arrivée au régime des libertés nécessaires. Mais la République, si elle reste conservatrice, ne tardera pas de les lui procurer.

Quinet. — La liberté est un Messie qui se fait longtemps attendre !

Camille Desmoulins se met à chanter :

Liberté, liberté chérie !

Combats avec tes défenseurs...

Mirabeau. — M. Camille Desmoulins, vous oubliez que les chants sont défendus aux ombres.

Camille Desmoulins. — Comment, citoyen Président ! Il me serait interdit de fredonner au sein d'un Congrès républicain un couplet de la *Marseillaise* !... Si vous aviez une descendance, je vous soupçonnerais de compter le général Borel dans votre lignée.

Mirabeau. — Rien ne doit troubler le calme des Champs-Élysées, ce calme qui convient au séjour des hommes illustres, dépouillés des passions,

terrestres. Quant à votre allusion sarcastique...

Camille Desmoulins continue :

Liberté, liberté chérie !

Combats avec tes défenseurs...

Mirabeau. — M. Camille Desmoulins, je vous rappelle à l'ordre !

Camille Desmoulins. — La liberté de parole...

Mirabeau. — Dites : de chant.

Camille Desmoulins. — La liberté des chants patriotiques n'étant point accordée à des ombres inoffensives par les pères de la Révolution, je crois de mon devoir de protester et de ne pas donner l'exemple d'une lâcheté funeste à nos coreligionnaires d'outre-terre.

Liberté, liberté chérie !

Mirabeau. — M. Camille Desmoulins, cessez votre chant, ou je provoque contre vous une mesure d'expulsion.

Camille Desmoulins. — Je suis ici par mon droit de citoyen, et je n'en sortirai que par la force de votre biceps !

Voix diverses. — La censure ! La censure !
La censure est prononcée.

Marat, Robespierre et Danton se groupent pour apprécier l'incident. Barbaroux, Ledru Rollin, Thiers, Michelet et Quinet entourent Camille Desmoulins et l'engagent vivement à retirer ses paroles. Sur ces entrefaites, une lettre est remise à Thiers.

M. Dupanloup voulait bien aller à leur secours et écrire dans la *Défense* une bonne petite lettre pour l'œuvre du dernier réactionnaire, ah ! qu'il serait l'ange de la Providence !

— 0 —

A propos de M. Dupanloup, il y a une grrr... ande nouvelle ! Le Pape lui a adressé un bref de satisfaction, et tout permet d'espérer que le chapeau, le chapeau tant convoité et si bien mérité, ne tardera pas de s'abattre sur son front vénérable.

Un simple article de journal a produit ce revirement miraculeux de la cour pontificale dans ses dispositions à l'égard du prélat pamphlétaire.

Tant que M. Dupanloup a dépensé toute son éloquence pour confondre le matérialisme, écraser l'athéisme, etc., il n'était pas en odeur de sainteté. Mais du jour où il a mendié et promis de mendier indéfiniment pour le prisonnier de Rome, aussitôt il est devenu un « pieux fils », « une colonne de l'Eglise ».

Un bref, c'est-à-dire un sourire authentique du Pape, pour quatre colonnes de prose envoyées à la *Défense*, jamais M. Dupanloup ne s'était vu tomber du ciel pareille manne !

« *Nunc dimittis servum tuum, domine.* » s'est-il écrit après la première lecture !

Mais le ciel a ses desseins. M. Dupanloup les connaît et il restera sur la brèche — gare à Gambetta ! — jusqu'à ce que le chapeau, son bâton de maréchal à lui, lui soit arrivé du Vatican.

— 0 —

Où s'arrêtera donc la question orientale ? Voilà que le neveu de la guerre se trouve transporté en pleine Asie, au fond de l'Afghanistan ! L'émir de Kaboul a fait des politesses à une ambassade russe et il a éconduit à la frontière une mission anglaise qui venait lui offrir ses amitiés. Depuis, il n'y a plus qu'un cri sur les bords de la Tamise : « Kaboul ! Kaboul !... tu seras châtié ! »

Les diplomates de Berlin n'avaient pas évidemment prévu ce cas.

Si la question de Kaboul exige qu'ils se réunissent de nouveau autour du tapis vert, ils feront bien de mander à la fois tous les émirs des Indes, car il n'y a pas de raison pour que, d'émir en émir, l'antagonisme des Anglais et des Russes ne tienne la paix de l'Europe en suspens jusqu'à la fin des siècles.

Qu'ils gravent dans leur mémoire ces vers de La Fontaine :

Deux tsars vivaient en paix : un émir apparut.
Aussitôt la guerre est allumée !

Au dernier moment, nous apprenons que l'émir de Kaboul n'est qu'un mythe.

On a inventé l'histoire du major Cava-gnari, obligé de tourner bride à Ally-Moudhy, uniquement pour symboliser la mésaventure d'un missionnaire anglais qui a été *mouché* par un pope russe dans un *caboulot* des Afghans.

John Bull n'en est pas moins irrité et moins décidé à demander réparation de l'injure faite à son... commerce.

PATRIOTISME ! PATRIOTISME !

Jamais l'on ne connaîtra tous les héros obscurs que le patriotisme enfanta pendant la période de l'invasion allemande ! L'histoire, aidée du témoignage des spectateurs de leur noble dévouement, enregistre leurs noms un à un et les conserve à la postérité. Déjà bien des acteurs aussi humbles que vaillants de la résistance à outrance, morts généreusement pour le salut de la France, ont été retirés de l'oubli qui, par suite de circonstances fatales, entourait leur mémoire. Mais combien resteront pour toujours inconnus et privés de l'admiration de leurs concitoyens !

Dimanche dernier, c'était le jour de l'Exaltation, — comme l'on dit en style d'Eglise, — de *trois fusillés*, qui tombèrent vrais martyrs de leur amour pour la patrie. On inaugurerait en leur honneur, à Bougival, près de Paris, un mausolée que le conseil municipal de cette commune a fait élever, pour perpétuer le souvenir de leur conduite courageuse.

Le premier s'appelait Debergue ; c'était un jardinier, un vieillard, que la honte de l'invasion dévorait au cœur. Pour combattre les Prussiens à sa manière, il coupait à l'aide d'un sécateur les fils télégraphiques de l'ennemi. Il fut pris.

— C'est vous qui avez coupé le télégraphe ? lui demanda le major prussien.

— Oui, c'est moi.

— Pourquoi avez-vous fait cela ?

— Parce que vous êtes l'ennemi.

— Le feriez-vous encore ?

— Oui.

— Pourquoi ?

— Parce que je suis Français.

Si ce ne sont pas là, dans leur magique simplicité, les paroles d'un héros, nous ne savons à quels signes on peut reconnaître la grandeur d'âme des citoyens dignes de figurer dans le Livre d'or d'une nation.

Debergue fut attaché à un tronc de pommier. Il reçut une douzaine de balles dans

la poitrine, ayant retiré lui-même de sa poche, avec un sangfroid stoïque, le mouchoir requis pour lui bander les yeux.

Les deux autres fusillés de Bougival s'appellent Martin et Cardon. Ils subirent le même sort que Debergue, pour avoir tiré sur les troupes prussiennes avec un fusil à vent.

On raconte que l'officier allemand qui dirigeait le peloton chargé de terrifier les paysans de Bougival par l'exécution du brave Debergue, avait l'air morne et pensif, en accomplissant son redoutable mandat. Il murmurait entre les dents : Patriotisme ! Patriotisme !

Debergue, Martin et Cardon furent, en effet, de purs patriotes.

« Fous d'audace », disent les uns !
« Admirables de dévouement patriotique », disent les autres !

Nous sommes de ces derniers, et nous estimons que, lorsque l'histoire nationale possède de tels exemples, il est inutile d'aller chercher les légendes de Plutarque pour inspirer à la jeunesse les mâles vertus et le culte de la patrie.

VOYAGE CIRCULAIRE

LYON. — Les courses d'automne n'ont attiré sur la pelouse du Grand-Camp qu'une foule clair-semée et un nombre restreint d'équipages. Les chevaux eux-mêmes n'ont pas montré un grand empressement pour prendre part à la fête. C'était bien malgré pour le coup d'œil !

Le soleil, pendant la journée du dimanche, s'était pourtant mis gracieusement à la fenêtre. Son exemple n'a pas suffi pour entraîner le monde sportif, ni les innombrables curieux de la cité lyonnaise.

Ce que voyant, Phébus s'est mis en colère, et, le lendemain lundi, a laissé les nuages s'accumuler sur la piste et détrempé quelque peu les rares spectateurs.

On ne dira point des gones lyonnais qu'ils raffolent de l'hippodrome.

Les fondateurs de prix ont donc à se demander s'il ne serait pas opportun d'économiser des sommes considérables, dont le public s'obstine à ne pas apprécier la dépense périodique, soit dans l'intérêt de la race chevaline, soit pour son propre divertissement.

Une seule considération peut les empêcher de prendre une résolution radicale :

Est-ce la malechance de la pluie, où l'indifférence locale qui a « enguignogné » les courses de Lyon ?

On pourrait mettre la question au concours, et réserver un des prix des courses du printemps pour le sportman qui résoudrait cet intéressant dilemme.

★ ★

GRENOBLE. — Les Grenoblois ont fait, pendant la journée du 19 septembre, un nez, oh ! un nez qui ne peut être comparé qu'à celui de Napoléon sur les cimes de Sassenage.

Jugez de leur déception !

Gambetta devait arriver dans leurs murs. Des mâts vénitiens, avec des faisceaux de drapeaux et des cartouches aux chiffres de la République, étaient dressés tout le long de l'avenue de la gare. Le tapisier en renom avait été requis pour orner la chambre destinée à l'illustre tribun. Un Brillat Savarin, fameux par son habileté à préparer les gratins dauphinois, avait dressé déjà le menu d'un banquet démocratique. Au théâtre on balayait les galeries, on essayait le gaz, on bouchait le trou du souffleur, on clouait des tentures.

Plan, plan, plan ! Plan, plan, plan !...

C'est une affiche qu'on appose à tous les coins de rues, et cette affiche contient un télégramme à M. le maire Gaché, par lequel on apprend qu'une défaillance involontaire de M. Gambetta l'oblige à renoncer à son voyage de Grenoble.

Cette affiche coupa net l'enthousiasme général. Ce fut une consternation en masse, un véritable deuil public !

« Comment ! Gambetta nous brûle la politesse ?... Gambetta enroué ? Ce n'est pas possible ! Il y a un mystère là-dessous !... C'est X... qui a monté le coup ! C'est la compétition de Y et de Z, voulant chacun l'accaparer à son profit, qui l'a empêché de venir ! »

« Ah ! elle est mauvaise celle-là !... En voilà une laryngite opportuniste !... »

Les commentateurs allèrent bon train, bien avant dans la soirée.

Il est facile de comprendre le désordre qui se fit dans l'esprit de cette population grenobloise, si sympathique, si républicaine, à la nouvelle du contretemps qui la privait de la visite du grand orateur.

Le lendemain, nouvelle surprise ! On apprend que Gambetta a fait une station de quatre heures au buffet de la gare, qu'il y a déjeuné en compagnie de deux personnages de la localité, et que M. le Maire n'a pas seulement été prévenu de sa présence.

Les têtes se montent de nouveau.

« Comment ! Gambetta aperçoit les oriflammes qui flottent en son honneur ; il flâne sur les quais de la gare, et il ne daigne pas seulement monter dans un panier pour montrer sa figure sur la place Grenette, où l'on serait heureux de lui faire une ovation ?... »

« Comment ! Gambetta trinque avec deux citoyens sans mandat public, et il évite de toucher la main au maire, qui est le seul représentant officiel républicain de la localité ; au maire qui lui avait adressé une invitation cordiale au nom de toute la population ?... »

« Qui est-ce qui se permet d'accaparer ainsi Gambetta ?... »

« Qui est-ce qui le conseille ? »

« Qui lui fait commettre de pareilles bourdes ?... »

Nous relatons simplement ce qui se disait à Grenoble dans les journées du 19 et du 20 septembre. Nous ne nous chargeons point de découvrir le vrai et le faux au milieu de toutes les plaintes, de tous les regrets, de tous les caucans, auxquels a donné lieu le passage silencieux de Gambetta avec arrêt prolongé. Il nous paraît seulement utile que l'explosion générale en soit connue.

Si le bruit en parvient à l'hôte de la Suisse, il aura à cœur de réparer sa défaillance involontaire et de revenir le plus tôt possible dans la cité grenobloise, qui attend l'accomplissement de sa parole donnée, et qui est disposée tout entière, malgré les déceptions, malgré les froissements, à l'accueillir avec les mêmes transports d'allégresse qu'elle lui eût prodigués au lendemain du discours de Romans.

Tout sera bien qui finit bien !

MARSEILLE. — On va à Marseille pour manger une bouillabaisse chez un vieux ami, pour déguster une branlée au cabanon chez son futur gendre, et, crac ! on casse sa pipe sur le palier d'un escalier, au moment où l'on pense à sa fin autant qu'un taieoum de Yeddo ! — Pas de chance, mon bon ! s'écrie le concierge, qui vous a vu passer tout frais ganté devant sa loge et qui vous voit repasser ensuite sous un drap mortuaire.

Ainsi a fini M. Clément Laurier, le retentissant avocat des procès Baudin et de Tours, le négociateur célèbre de l'emprunt Morgan, le député radical du Var, le sceptique, l'ambitieux, qui depuis avait revu, corrigé, expurgé ses convictions politiques, de manière à ne pas être trop désagréable aux princes d'Orléans, dont il était devenu le conseiller d'affaires.

M. Clément Laurier avait, en effet, le flair des affaires lucratives.

On dit qu'il aspirait à remplacer M. Bocher dans ses fonctions d'intendant, quand le duc d'Aumale serait un jour à l'Elysée.

Cette personnalité, qui, à l'aurore de sa réputation, semblait destinée à un rôle considérable dans le parti républicain, disparaît au milieu de l'indifférence presque générale.

Quelle leçon pour les arlequins et les acrobates de la scène politique !

★ ★

NIMES. — Le préfet de ce chef-lieu de département n'est point de ceux qui donnent du tintoin à M. de Marcère par leur tendance à tracer les porteurs de soutanes multicolores. Au contraire !

Ce sont les municipalités républicaines, qui sont furieuses plutôt de sa bénignité envers les protégés de M. Dupanloup.

Celle de Valleraugue, en particulier, est dans une colère bleue à son égard, et, franchement, il y a de quoi.

Il a pris fantaisie à une certaine M^{me} Layre et à un certain M. de Christot de se préparer la voie du paradis, en légant ensemble à ladite commune de Valleraugue une maison et une rente de 1,400 fr., à la condition, pour elle, d'établir une école dirigée par des frères maristes.

Les frères maristes ont été installés en 1875, plus ou moins régulièrement, du beau temps de l'ordre moral. Mais la rente de 1,400 fr. n'a pas été trouvée dans l'héritage des donateurs.

La municipalité républicaine d'aujourd'hui refuse de payer les arrérages réclamés par les maristes et demande qu'on la débarrasse de ce legs ruineux.

M. le préfet du Gard fait la sourde oreille, et la question n'avance point d'un pas.

Il est inouï que l'arbitraire administratif condamne ainsi une commune à subir une situation aussi fatale à ses intérêts qu'illégal !

M. le préfet du Gard prendrait-il les antipodes de M. Habeneck pour faire son chemin ?

DU PAIN SUR LA PLANCHE

Le journalisme languissait dans le marasme : l'Exposition, en effet, était devenue une rengaine aussi agaçante que les *Cloches de Corneville* ; les discours sagement officiels de MM. de Freycinet et Léon Say n'étaient pas de nature à soulever de brillantes polémiques : la conciliation, c'est la mort pour la presse. Continuer à célébrer les exploits de l'Autriche, à féliciter la Turquie de la bonne volonté qu'elle met dans l'exécution des décisions européennes, c'était du rabâchage. Il ne restait qu'une ressource : diminuer l'espace réservé à la politique, et faire une large place à la douce Revalessière, à l'incomparable Cosmydor, au sirop de Salsepareille, etc.

Mais la réclame elle-même a des bornes.

Enfin Gambetta se décida à faire le voyage de Romans. Laissons à de plus autorisés que nous le soin de louer comme elle le mérite l'éloquence de l'orateur, et d'apprécier les talents de l'homme d'Etat. C'est uniquement pour le service qu'il vient de rendre à la presse que nous voulons ici le remercier. Grâce à lui, toutes les plumes engourdies se sont secouées ; du Nord au Midi, de l'Est à l'Ouest, du blanc au rouge, tous les chroniqueurs politiques ont tressailli.

C'est surtout la presse réactionnaire et dévote qui doit un beau cierge à Gambetta. Songez-y donc ! La famille et la propriété n'étaient plus menacées ; pas la moindre petite persécution à l'adresse du clergé et des cléricaux ; le gouvernement avait interdit le Congrès ouvrier ; il avait révoqué M. Habeneck ; il laissait périr M. de Mun. Que devenir ?

Le discours de Romans est arrivé à point. Quel morceau de roi ! Il y en a eu pour plusieurs jours à le dépecer, à le déchieter ; chacun en emporte une bribe ; on se repasse les os à ronger. Quelle noce !

Aussi, même dans les plus injurieuses diatribes lancées contre l'orateur par les journaux ennemis, perce je ne sais quel sentiment de reconnaissance ; de ces phrases virulentes se dégage un vague parfum de remerciement.

La presse républicaine n'a pas de moindres actions de grâces à rendre à Gambetta ; sans lui, sans son discours, nous n'aurions pas eu la lettre de Mgr Freppel. En voilà un qui n'y va pas de main morte ! Les plus ardens adversaires du cléricisme mettaient une sourdine à leur ton ; on était sur le point de croire que Rome avait renoncé à ses prétentions et déposait les armes. On sait à quoi s'en tenir aujourd'hui.

En avant donc, les combattants ! Reprenons la vieille lutte ; le discours de Gambetta a été appelé programme : la lettre de Mgr Freppel est un programme aussi ; discutons-le. Nous avons pour quelque temps du pain sur la planche !

THEATRES

Célestins. — L'exactitude deviendrait-elle une qualité des Célestins ? Pour la première fois, ou à peu près, une pièce vient d'y être représentée au jour fixé par l'affiche. Annoncée irrévocablement pour le samedi 21 septembre, les *Brigands* ont effectivement et irrévocablement été donnés samedi passé. Si ce fait d'avoir joué un ouvrage à la date indiquée au public n'est point une coïncidence du hasard et constitue le résultat d'un progrès, voici une bonne habitude qu'il est indispensable de ne pas perdre.

Dix années environ se sont écoulées depuis l'apparition des *Brigands*, avec le succès dont on se souvient, succès qu'une reprise au Grand-Théâtre, il y a sept ans, ne démentit point. Eh bien ! aujourd'hui encore, l'opérette d'Offenbach — à cette époque ce genre n'était pas encore ses prétentions jusqu'à s'intituler opéra-comique — est toujours bonne à entendre. Les *Cloches de Corneville* et autres *Fille Angot* auront-elles une aussi verte vieillesse, et, âgées de deux lustres, procureront elles autant de plaisir à leurs auditeurs ? Nous prenons la liberté d'en douter.

Non pas, certes, que la partition des *Brigands* ait conservé toute la fraîcheur de son printemps et que tous ses morceaux en soient restés dans leur fleur. Mais la plupart, les finals des premier et deuxième actes, la ronde du notaire, etc., ont gardé leur jeunesse, et lorsque nous retrouvons ces motifs, ces airs, ces chœurs d'une inspiration gaie, légère, spirituelle, gracieuse et originale, nous les saluons au passage comme autant d'agréables et anciennes connaissances nous faisant oublier les flonflons ou les prétentieuses élucubrations des maîtres à la mode du jour. Voilà de la vraie musique d'opérette, de la musique véritablement bouffe, comme Offenbach en a tant écrit et telle qu'hélas ! il n'en compose plus.

Ce qui a légèrement vieilli dans les *Brigands*, c'est le livret ; et ce, moins à cause du scénario et du dialogue, qui sont des bons faiseurs Meilhac et Halévy, que par suite de la déplorable manie de certains artistes poussant à la cerge à tout prix et s'efforçant d'augmenter la dose comique que ces deux hommes d'esprit y ont déposée. Il en résulte des scènes interminables, un ralentissement d'action agaçant, sans compter que les drôleries inventées par les auteurs se trouvent noyées au milieu des plaisanteries dépourvues de sel attique, évadées du cerveau des acteurs.

Quand nous parlons de cette déplorable manie de certains artistes, nous accusons surtout et avant tout de ce défaut et de ce manque de goût cet excellent M. Belliard, dont c'est le péché mignon, et qui, dans le rôle de Pietro, nous a saturés de ses a-partés, de ses coqs-à-l'âne et de ses calembredaines, au point de rendre son personnage ennuyeux, d'interloquer ses camarades eux-mêmes et de faire durer des scènes, quelquefois sans importance, au-delà des limites permises. Cette exagération de la charge prouve sans doute la richesse d'imagination de M. Belliard, en même temps qu'elle témoigne de son vil désir d'amuser son public. Mais il se pourrait que ces plaisanteries, plus ou moins réussies, fussent médiocrement goûtées à la longue, même venant d'un sujet sympathique ; et puis c'est d'un mauvais exemple pour tout le monde. Qu'adviendrait-il si chacun les imitait ? Deux soirées suffiraient à peine pour jouer les *Brigands* ou telle autre opérette.

Ces réserves faites à l'égard de M. Belliard, l'interprétation générale est satisfaisante, sans rien de plus. Certainement on ne saurait attendre mieux de MM. Nigri et Didier, celui-ci un désopilant caissier et celui-là un Falsacappa ne laissant rien à désirer. Par contre, M^{lle} Sichel (Piorolla) ne veut pas se résoudre à supprimer ces petites mines et ce chant sacré qui, par malheur, font partie de son bagage artistique, et contre lesquels la critique demeure impuissante. Pour M^{me} Belliard, nous ne prétendons pas que le rôle de Fragoletto soit à sa taille, — le travesti lui convenant très-médiocrement maintenant, — toutefois il n'y a guère à redire à l'actrice et à la chanteuse.

Les nombreux personnages secondaires sont convenablement tenus par MM. Noblet, Thomasse, Fort, etc., de la part des chœurs et de l'orchestre, quelques légères défaillances, peu perceptibles du reste, à la première représentation, mais dont le vigoureux archet du consciencieux M. Pichoz aura aisément raison dans la suite.

LAURENT.

Pour tous les articles non signés : Le Gérant responsable, A. ALRICY.

Lyon. — Imp. LABAUME, c. Lafayette, 5, A. ALRICY, succ.

Enfin, ce Sirop peut être employé avec un grand avantage toutes les fois qu'il est nécessaire d'**adoucir**, **rafraîchir** et **fortifier**. C'est par ces précieuses qualités

tous les Dimanches
VENTE EN GROS, Librairie 12, r. Confort, Lyon

Aurification des dents, système du professeur **TAYLOR**, de Philadelphie. — Dents et dentiers base celluloïde, nouveau système.

Prix 50 c. chez les libraires et march. de journaux
et à l'Agence de Publicité V. FOURNIER, 14, r. Confort

Dépôt : Pharmacie des Célestins et toutes les Pharmacies.